

	Titelliste
1.	La Russie évoque la menace d'une nouvelle crise gazière Les Echos.fr, Vendredi 29 Mai 2009, ARTICLE, 587 mots, jmgradt
2.	Gazprom rachète une participation d'ENI pour 4 milliards de dollars Les Echos, mercredi 08 avril 2009, BREVE; Pg. 22, 118 mots
3.	Affaire Ioukos : le russe Gazprom solde les comptes avec l'italien ENI Les Echos, mardi 07 avril 2009, ARTICLE; Pg. 19, 225 mots
4.	L'Europe bride les acquisitions des géants de l'énergie Les Echos, 13 octobre 2008 lundi, ARTICLE; Pg. 19, 511 mots, ALEXANDRE COUNIS
5.	La puissance russe est de retour Les Echos, 3 janvier 2008 jeudi, ARTICLE SOUS; Pg. 9, 405 mots, YVES BOURDILLON

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 1 von 5

Les Echos.fr

Les Echos.fr

Vendredi 29 Mai 2009

La Russie évoque la menace d'une nouvelle crise gazière

AUTEUR: jmgradt

RUBRIQUE: ARTICLE

LONGUEUR: 587 mots

ENCART: La Russie exhorte l'Europe à cofinancer l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine afin d'éviter une nouvelle crise du gaz sur le modèle de celle survenue en janvier dernier. Un exemple de plus des tensions entre les deux partenaires sur le dossier de l'énergie.



DR.

Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a proposé à l'Union européenne de créer un pool international pour financer les **achats** de gaz russe par l'Ukraine et éviter ainsi une nouvelle crise gazière, a annoncé vendredi le vice-Premier ministre Igor Setchine

Bis repetita ? "Une autre crise du gaz en Ukraine peut être évitée", a déclaré la veille le PDG de **Gazprom** Alexeï Miller. Pour ce faire, "la Russie et l'Europe doivent investir ensemble pour l'empêcher. Il n'y a pas de temps à perdre." Moscou estime en effet que les stocks actuels en Ukraine sont trop bas pour garantir les flux normaux de gaz russe vers

l'Europe l'hiver prochain et que des perturbations se produiront si Kiev ne trouve pas rapidement les fonds nécessaires pour reconstituer ses réserves. Or, le président russe, Dimitri Medvedev, a mis en doute " la capacité de l'Ukraine à payer plus de 4 milliards de dollars pour obtenir les 19,5 milliards de mètres cubes de gaz " à pomper et stocker avant la saison de chauffage d'hiver.

La Russie a notamment insisté sur le fait que l'Ukraine devrait prépayer quelque 5 milliards de dollars pour reconstituer ses réserves souterraines de gaz. Mais, comme la société ukrainienne Naftogaz Ukrainy est dans une situation qualifiée par lui de "désespérée", le géant russe **Gazprom** a fait savoir qu'il pourrait réduire ses

approvisionnements à moins que les organes européens assument leurs responsabilités.

Sujets de discorde

En janvier dernier, un différend financier similaire vit déboucher sur la crise qui a privé de gaz l'Europe et les ex-pays du bloc soviétique pendant 15 jours... La semaine dernière lors du sommet de Khabarovsk entre l'Union Européenne et la Russie, le président Medvedev, n'a pas hésité à agiter la menace de la fermeture du robinet : " *La Russie ne donnera aucune garantie* " qu'il n'y aura pas un nouveau conflit, a-t-il prévenu. Avant de concéder que son pays était prêt " *à aider l'Etat ukrainien* " à condition " *que l'Union européenne assure une partie significative de ce travail*".

L'Europe est-elle prête pour assurer ses approvisionnements en gaz russe à se substituer commercialement à un pays de transit défaillant; ce qui reviendrait à payer deux fois en réglant, en sus de ses factures de gaz, celles de l'Ukraine ? C'est toute la question qui se pose aujourd'hui.

Sans présager de la réponse, il est patent que, sur le dossier énergétique, les relations entre les Vingt sept et la Russie se sont tendues. En réponse à la proposition du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, de signer la

Charte de l'énergie de 1991, M.Medvedev a déclaré sèchement à Khabarovsk : " *La Russie ne participe pas et n'a pas l'intention de participer* " à cette Charte. Pas plus qu'elle ne compte signer le protocole de cette Charte sur l'efficacité énergétique et les aspects environnementaux connexes. Ces textes entrés en vigueur en 1998 et ratifiés par 51 Etats européens, prévoient en effet " *d'améliorer la sécurité des approvisionnements énergétiques et d'optimiser la production, le transport et la distribution de l'énergie* ". Une ambition à l'opposé de la politique énergétique conduite par Moscou.

D'où les autres sujets de discorde : le gazoduc Nabucco porté par l'Europe, concurrent de du projet South Stream pour lequel la Russie fait le forcing et le "partenariat oriental" lancé début mai par l'UE avec six pays de l'ex-URSS (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan) qui vise élargir le spectre des pays qui fournissent du gaz à l'Europe.

DATE-CHARGEMENT: 30 Mai 2009

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 2 von 5

Les Echos

Les Echos

mercredi 08 avril 2009

Gazprom rachète une participation d'ENI pour 4 milliards de dollars

RUBRIQUE: BREVE; Pg. 22 N°. 20401

LONGUEUR: 118 mots

Le géant gazier russe **Gazprom** a confirmé hier l'**achat** auprès de l'italien ENI de 20 % du pétrolier russe **Gazprom** Neft pour plus de 4,2 milliards de dollars (« **Les Echos** » d'hier). ENI avait acquis ces actifs en 2007 pour 3,7 milliards de dollars, lors du démantèlement de Ioukos, mis en liquidation judiciaire après la condamnation de son PDG,

Mikhaïl Khodorkovski, à huit ans de prison. A la suite de cet accord, **Gazprom** détient désormais plus de 90 % de **Gazprom** Neft. Le pétrolier transalpin a également signé plusieurs accords de coopération avec les groupes énergétiques Inter Rao SEU, Rosneft, Transneft and Stroitransgaz, afin de renforcer « la sécurité des approvisionnements en Italie et en Europe ».

DATE-CHARGEMENT: 8 avril 2009

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Copyright 2009 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 3 von 5

Les Echos

Les Echos

mardi 07 avril 2009

Affaire loukos : le russe **Gazprom** solde les comptes avec l'italien ENI

RUBRIQUE: ARTICLE; Pg. 19 N°. 20399

LONGUEUR: 225 mots

Gazprom est en train de solder les comptes de l'affaire loukos. Selon le « Wall Street Journal », le gazier russe va racheter une participation d'ENI dans le pétrolier **Gazprom** Neft pour un montant de 4,2 milliards de dollars. L'accord devrait être signé demain, a indiqué une source officielle italienne à Bloomberg. **Gazprom** détient 75 % de **Gazprom** Neft.

ENI avait acquis cette participation de 20 % ainsi que certains actifs gaziers à l'issue de la vente aux enchères du pétrolier russe loukos au mois d'avril 2007. Le groupe italien avait alors accepté de revendre ses parts à **Gazprom** dans les deux ans. Cette option d'**achat** expire le 9 avril.

ENI avait versé 3,7 milliards de dollars pour les actifs et était convenu de revendre les parts dans **Gazprom** Neft pour 4 milliards de dollars environ. A cette époque, les investisseurs jugeaient les termes de l'opération favorables pour **Gazprom**, car ils sous-évaluaient **Gazprom** Neft. Aujourd'hui, cette participation ne vaut plus qu'environ 2,2 milliards de dollars.

Dans ce contexte, certains observateurs craignaient que **Gazprom** ne demande à ENI de repousser la date d'expiration de son option d'**achat**, le géant russe faisant face cette année à des remboursements de dette sans précédent. Mais, grâce à l'appui de plusieurs banques russes, le groupe gazier a visiblement trouvé les moyens de faire autrement.

DATE-CHARGEMENT: 7 avril 2009

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 4 von 5

Les Echos

Les Echos

13 octobre 2008 lundi

L'Europe bride les acquisitions des géants de l'énergie

AUTEUR: ALEXANDRE COUNIS

RUBRIQUE: ARTICLE; Pg. 19 N°. 20277

LONGUEUR: 511 mots

ORIGINE-DEPECHE: DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À LUXEMBOURG.

ENCART: Les ministres de l'Energie des Vingt-Sept réunis vendredi se sont entendus afin d'éviter que les grands groupes d'énergie ne viennent faire leurs emplettes.

Séparation patrimoniale ou simple « dissociation effective » entre producteurs et distributeurs d'énergie : les ministres européens de l'Energie avaient laissé début juin chaque Etat membre libre de choisir sa voie pour faire émerger un véritable marché concurrentiel de l'énergie en Europe. Restait à éviter qu'une telle liberté n'ouvre la porte à des distorsions de concurrence, au sein de l'Union comme avec les pays tiers. Autrement dit, à empêcher qu'une grande entreprise verticalement intégrée, européenne comme EDF ou étrangère comme **Gazprom**, ne profite de l'indépendance des lignes à haute tension ou des gazoducs dans un Etat membre pour s'emparer de proies faciles. Réunis vendredi à Luxembourg pour finaliser leur accord sur les projets de directives relatifs au marché intérieur du gaz et de l'électricité, les Vingt-Sept ont donc dû prévoir des garde-fous.

Entre Etats membres, d'abord. Les deux textes interdisent désormais explicitement aux groupes européens verticalement intégrés d'acheter des réseaux indépendants situés dans d'autres Etats membres qui auraient opté pour la séparation patrimoniale. Les Pays-Bas souhaitaient aller plus loin en prohibant aussi l'acquisition de producteurs d'énergie. Ils n'ont pas été entendus. Tout Etat membre pourra néanmoins s'opposer à l'**achat** de l'un de ses fleurons, producteur ou distributeur, s'il estime que la sécurité publique ou l'ordre public est menacé par l'opération. Les mesures qu'il pourra prendre devront être « *proportionnées, non discriminatoires et transparentes* ». Elles devront avoir été notifiées et avoir reçu l'aval de la Commission. Autant dire qu'un tel droit sera, en pratique, difficile à faire jouer...

Ouverture de négociations

Avec les pays tiers, ensuite. Pour rassurer le Royaume-Uni, qui craignait de voir ses réseaux rachetés par des opérateurs non européens, sans pour autant mécontenter l'Allemagne, qui refusait de fermer la porte aux investissements étrangers, la clause « **Gazprom** » prévoit que les opérateurs des pays tiers ne pourront investir dans un pays de l'Union qu'à condition de respecter la législation européenne et de ne porter atteinte ni à la sécurité énergétique du pays visé ni à celle de l'Europe. L'opération ne pourra donc se solder par la reconstitution d'une entreprise verticalement intégrée là où la séparation patrimoniale est de rigueur. Si nécessaire, le régulateur national pourra prendre des mesures pour bloquer l'opération, en tenant compte si possible de l'avis de la Commission.

L'accord obtenu hier permettra au Conseil d'ouvrir

les négociations avec le Parlement européen afin de trouver un compromis en deuxième lecture sur les cinq projets de textes relatifs au marché intérieur du gaz et de l'électricité, « *à la fin de la présidence tchèque de l'Union* », espère le ministre français, Jean-Louis Borloo. Mais les négociations s'annoncent difficiles : au printemps, les eurodéputés de la commission de l'Industrie du Parlement avaient rejeté l'idée d'une séparation effective pour le marché de l'électricité tout en

l'acceptant dans le gaz.

DATE-CHARGEMENT: 13 octobre 2008

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

[Zur Liste zurückkehren](#)

Dokument 5 von 5

Les Echos

Les Echos

3 janvier 2008 jeudi

La puissance russe est de retour

AUTEUR: YVES BOURDILLON

RUBRIQUE: ARTICLE SOUS; Pg. 9 N°. 20080

LONGUEUR: 405 mots

ENCART: Fort de recettes pétrolières multipliées par six depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine a confirmé la puissance renaissante de la Russie. Et réussi l'« opération succession » qui lui permettra de garder le pouvoir... comme Premier ministre.

Sûr de lui, le Kremlin a passé l'année 2007 à s'affirmer sur la scène internationale et intérieure. Forte d'un pétrole fournissant le quart de ses recettes en devises et dont le prix a été multiplié par six depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie a multiplié les mouvements de menton en direction des Occidentaux. Qu'il s'agisse de revendiquer la moitié de l'océan Arctique, gisement possible d'hydrocarbures, de freiner les sanctions à l'encontre de l'Iran ou de s'opposer à l'indépendance du Kosovo, les exemples ne manquent pas. Sans oublier le bras de fer avec Londres sur l'affaire Litvinenko, les critiques contre le « *colonialisme du camarade loup* » américain, la décision de ne plus reconnaître le traité de réduction des forces conventionnelles en Europe, ou la reprise du contrôle du gisement géant Sakhaline 2 au profit de **Gazprom**. Mais l'essentiel pour le Kremlin était de réussir « l'opération succession ». En clair, permettre à Vladimir Poutine, seul garant de l'équilibre entre des clans du FSB, de

garder le pouvoir alors que la Constitution lui interdit de se présenter à un troisième mandat en mars 2008.

Opération en quatre étapes

L'opération a été menée en quatre étapes qui ont constitué autant de contre-pieds pour les kremlinologues. Première étape, en septembre, le très effacé Premier ministre Mikhaël Fradkov est remplacé par un obscur bureaucrate, Viktor Zoubkov, aussitôt considéré comme un futur président-homme de paille. Deuxième étape, Vladimir Poutine prend la tête du parti Russie unie qui remportera une victoire écrasante aux législatives du 2 décembre, avec 64 % des voix, grâce à une campagne dont les partis d'opposition ont été largement exclus et à des fraudes électorales. Troisième étape, Vladimir Poutine désigne comme son successeur Dmitri Medvedev, premier vice-Premier ministre. Réputé libéral et pro-occidental ce jeune homme - il a quarante-deux ans - proche de l'actuel président n'a jamais eu de lien avec le FSB. Quatrième étape, Vladimir Poutine « accepte » de devenir le futur Premier ministre de Dmitri Medvedev, rompant avec la tradition russe qui veut que le maître du pays soit au Kremlin.

Bond du pouvoir d'achat

Cette opération succession semble garantir une certaine stabilité politique et économique. Ce qui rassure des électeurs qui n'ont guère voix au chapitre. Car leur pouvoir d'achat a quasiment doublé depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine.

DATE-CHARGEMENT: 4 janvier 2008

La puissance russe est de retour Les Echos 3 janvier 2008 jeudi

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Copyright 2008 Groupe **Les Echos**
Tous droits réservés